

Henri BOUILLON,
maître de conférences en droit public à l'Université de Franche-Comté,
membre du CRJCF (EA 3225)
henri.bouillon@univ-fcomte.fr

PARCOURS PROFESSIONNEL

- Depuis **2017** : **Maître de conférences** à l'Université de Franche-Comté, membre du Centre de Recherches juridiques de Franche-Comté (CRJCF, EA 3225).
- **2016-2017** : **Enseignant contractuel** à l'Université Rennes I (contrat LRU).
- **2014-2016** : **ATER** à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne.
- **2012-2014** : **Agent vacataire** à l'Université de Cergy-Pontoise. Chargé de Travaux dirigés en Droit administratif en Licence 2.
- **2010-2014** : **Agent vacataire** à l'Université Paris II Panthéon-Assas. Chargé de Travaux dirigés en Droit constitutionnel en Licence 1.

TRAVAUX UNIVERSITAIRES

- **Ouvrages universitaires**

- *Recherche sur la définition du droit public*, préface de Jean-Marie Pontier, Éditions de l'Institut de recherche juridique de la Sorbonne, coll. Bibliothèque de l'IRJS-André Tunc thèse, t. 98, 2018, 823 pages. Ouvrage issu d'une **thèse de doctorat** dirigée par le professeur Jean-Marie Pontier, à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne. Mention Très honorable avec félicitations du jury.
- *La technique juridique*, essai, éd. L'Harmattan, 2016, 180 pages.

- **Articles**

- « Recherches sur la définition du droit administratif », *Mélanges en l'honneur du professeur Jean-Marie Pontier*, 2020, *À paraître*.
- « Précision et imprécisions sur la légalité des redevances pour service rendu. Note sous CE, 28 nov. 2018, *SNCF Réseau* », *RFFP*, *À paraître*.
- « Problèmes et perspective de la responsabilité pénale des membres du gouvernement », *Les cahiers du Cedimes*, *À paraître*.
- « Le Conseil d'État unifie l'office du juge de l'aide sociale. Observations sous CE sect. 3 juin 2019 », *AJCT*, 2019, n° 11, p. 506.
- « La régularisation en droit de l'urbanisme », *Journal du Droit Administratif*, 2019, Dossier 6, art. 241 (accessible en ligne).
- « Premier bilan pour les préfetures nouvelle génération », *JCP A*, 2019, n° 15, étude 2101, pp. 19-22.

- « La gestion des agents préfectoraux au miroir des rapports de stage des élèves de l'ENA (2014-2017) », *Les papiers de recherche de l'ENA*, 2018 (accessible en ligne).
- « Le principe de modularité : l'adaptation de l'organisation des préfetures au miroir des rapports de stage des élèves de l'ENA (2014-2017) », *Les papiers de recherche de l'ENA*, 2018 (accessible en ligne).
- « L'évolution des compétences des préfetures nouvelle génération au miroir des rapports de stage des élèves de l'ENA (2014-2017) », *Les papiers de recherche de l'ENA*, 2018 (accessible en ligne).
- « La régularisation d'un acte administratif après annulation conditionnelle : une technique en gestation », *AJDA*, 2018, n° 3, pp. 142-149.
- « Reprise en régie d'un SPA et compétence du juge pour apprécier l'offre de contrat de droit public faite aux salariés privés », *AJFP*, 2018, n° 2, pp. 121-125.
- « Reprise en régie d'un SPA et refus du salarié de voir son contrat de travail transformé en contrat de droit public », *AJFP*, 2017, n° 4, pp. 199-203.
- « La rémunération des ministres du culte catholiques en Guyane est conforme à la Constitution. Note sous Cons. const., 2 juin 2017, *Collectivité territoriale de Guyane* », *Revue du master DPA de l'Université Paris 2 Panthéon-Assas*, n° 5, 2017, pp. 25-31.
- « Les crèches de Noël et les tables de la loi de 1905. Notes sous CE, ass., 9 nov. 2016, *Commune de Melun et Fédération de libre pensée de Vendée* », *Journal du Droit Administratif*, 2017, chr. 05 ; Art. 189 (accessible en ligne).
- « La revalorisation de l'imputabilité et de l'imputation en droit de la responsabilité administrative », *Revue juridique de l'ouest*, 2017, n° 1, pp. 7-24.
- « La redéfinition de l'office du juge de l'aide sociale dans le contentieux de la récupération d'indu de RSA. Observations sous CE sect. 16 déc. 2016, *Guionnet* », *AJCT*, 2017, n° 3, pp. 152-153.
- « Pour une subjectivisation de l'annulation partielle des actes administratifs unilatéraux », *AJDA*, 2017, n° 4, pp. 217-225.
- « Propos dubitatifs sur l'application du droit des clauses abusives par le juge administratif. Note sous CE, 30 déc. 2015, *Société des eaux de Marseille* », *Civitas europa. Revue juridique de l'IRÉNEÉ*, n° 37, 2016, vol. 2, pp. 221-239.
- « Les recommandations de bonne pratique médicale : technique médicale et responsabilité juridique », *Revue de la Recherche Juridique. Droit prospectif*, 2014, n° 4, pp. 1849-1878.
- « Quelles obligations impose la laïcité ? », *La revue administrative*, n° 399, 2014, pp. 315-323.
- « Le contenu et la valeur juridique du principe de laïcité. Notes sous Cons. const., 21 fév. 2013, *Association pour la promotion et l'expansion de la laïcité* », *Les annales de droit*, n° 8, 2014, pp. 9-31 (accessible en ligne).

- **Travaux et recherches en cours**

- Analyste pour l'atelier « Agences », dirigé par les professeurs Jean-Bernard Auby et Thomas Perroud.
Cet atelier vise à proposer une analyse continue des décisions et avis rendus par l'Autorité de la concurrence. Il permet ainsi de tenir une veille jurisprudentielle de ces décisions et avis. Ces analyses alimentent la base de données des éditions LexisNexis.
- Ouvrage : *Le droit administratif à l'ère de la gouvernance. Les idées politiques du droit administratif*

(ouvrage écrit ; recherche d'un éditeur).

L'ouvrage entend réfléchir sur les idées qui animent le droit administratif et sur les arrière-pensées politiques et idéologiques qui soutiennent la pensée administrativiste. Marqueur d'une évolution d'envergure, l'idéal-type de la *gouvernance*, par opposition avec le traditionnel *gouvernement*, fait ressortir les présupposés qui poussent le droit administratif à évoluer. La société civile est désormais auto-régulée et autonome. En conséquence, les personnes publiques ne peuvent plus gouverner *de haut*, de manière impérative et pour promouvoir un intérêt général qu'elles auraient déterminé seules. La gouvernance traduit ainsi la nouvelle posture des personnes publiques vis-à-vis de cette société civile autonome et explique les évolutions qui en résultent pour le droit administratif, le plus souvent dans son esprit plutôt que dans sa lettre.

- Ouvrage : *Sociologie de la technique juridique* (en cours de rédaction).

Appuyé sur le précédent ouvrage *La technique juridique*, cet ouvrage vise tout particulièrement à mettre en avant le fait que la technique juridique forme un système par les principes qu'elle porte (autonomie) et qui la gouvernent (efficacité, rapidité, progrès). Il entend en second lieu mettre en avant les déterminismes que génère la technique juridique, qui conditionne aussi bien le travail des juristes, que le comportement des citoyens ou l'activité politique de l'État jurislatureur.

ALLOCUTIONS ORALES

- « Les Institutions de la République française », intervention à L'Université populaire IDEE, Belfort, 16 février 2020.
- « La réparation de la faute médicale en droit administratif », intervention dans le séminaire sur « La réparation des accidents médicaux en droit français et thaïlandais », Amanda Dubuis (dir.), Belfort, 7 février 2020.
- « Droit public des affaires », intervention dans la conférence d'actualité sur le droit des affaires, Sâmî Hazoug (dir.), Belfort, 27 juin 2019.
- « Le statut des membres du gouvernement », *Le projet de révision constitutionnelle déposé à l'Assemblée nationale le 9 mai 2018*, conférence d'actualité, Laurent Seurot, Christophe Geslot et Xiaowei Sun (dir.), Besançon, 8 février 2019.
- « Les préfetures au regard des rapports de stage des élèves de l'ÉNA », présentation des rapports de stage des élèves de l'ÉNA devant des membres de la haute fonction publique, du corps préfectoral et des directeurs des études de l'ÉNA, Paris, 22 octobre 2018.
- « Les préfetures nouvelle génération », conférence d'actualité devant les élèves de la CEP' ENA, prépa intégrée de l'École nationale d'administration, Paris, 22 octobre 2018.
- « Du gouvernement à la gouvernance : que reste-t-il de la politique ? », intervention dans le colloque *La gouvernance*, Sylvain Béal, Laurence Gaudard, Christophe Geslot, Grégoire Leray et Evelyne Poincelot (dir.), Besançon, 4 et 5 octobre 2018.
- « Droit public des affaires », intervention dans la conférence d'actualité sur le droit des affaires, Sâmî Hazoug (dir.), Belfort, 31 mai 2018.

ACTIVITÉS ADMINISTRATIVES

- Depuis octobre 2017 : Membre du collégium « Sciences juridiques, économiques et de gestion » de

l'Université de Franche-Comté.

- 2018-2020 : responsable de l'aspect juridique des « Matinées de la transition énergétique » ; conférences organisées, 3 ou 4 fois par an, par M. Vincent Bertrand, maître de conférences en économie.